

## L'incontournable... Classement compétitivité : les réformes commencent à payer

• Le *World Economic Forum* a publié le 17 octobre dernier *l'édition 2018-2019 de son Global Competitiveness Report*. Ce rapport permet d'établir un *classement des économies les plus compétitives du monde à partir d'un indice établi sur la base de 12 piliers reposant eux-mêmes sur 98 indicateurs*. Comme l'année dernière, les Etats-Unis, Singapour, l'Allemagne et la Suisse composent le quartet de tête de ce classement.

• **La France revient dans le top 20 du classement, une première depuis 2012.** Son « programme de réformes ambitieux, qui comprend la refonte de la législation du travail, la réforme des services publics (...) et le renforcement de l'attractivité pour les investissements en technologies de pointe » lui permet d'atteindre le 17<sup>ème</sup> rang des économies les plus compétitives du monde (+5 places par rapport 2017, +1 seule en tenant compte du changement de méthodologie des économistes du Forum).

• Parmi les **atouts** de la France : un **bon système de santé** (7<sup>ème</sup>) qui permet une espérance de vie saine de 71,7 ans ; des **infrastructures de qualité** (8<sup>ème</sup>), notamment les routes, le réseau électrique et l'accès à l'eau potable ; une **taille de marché conséquente** (9<sup>ème</sup>) avec un PIB par habitant élevé ; une **capacité d'innovation forte** (11<sup>ème</sup>) avec des instituts de recherche réputés et des publications scientifiques reconnues.

• Parmi les **axes d'amélioration** de la France : un **taux d'adoption des TIC par la population plutôt modéré** (29<sup>ème</sup>), les bonnes performances en équipement Internet haut débit étant contrebalancées par celles plus mauvaises en équipement à la fibre optique et en téléphones portables ; une **dynamique entrepreneuriale perfectible** (28<sup>ème</sup>) avec un faible appétit pour la prise de risque et des entreprises qui ne développent pas suffisamment des idées et/ou concepts disruptifs ; des **institutions parfois trop complexes** (23<sup>ème</sup>) avec notamment une perception élevée de la charge réglementaire.

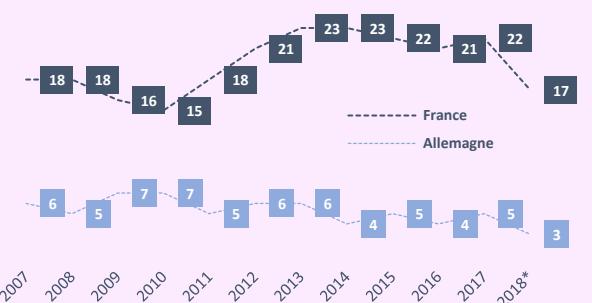
• Parmi les **faiblesses** de la France : un **environnement macroéconomique dégradé** (33<sup>ème</sup>) en raison d'une dynamique de la dette publique peu maîtrisée ; des **compétences insuffisantes** (34<sup>ème</sup>) en particulier dans la maîtrise des outils numériques et dans le développement de l'esprit critique au sein de la population étudiante ; un **marché des biens et services qui pourrait être amélioré** (31<sup>ème</sup>) en réduisant les barrières non tarifaires ; un **marché du travail relativement inefficace** (53<sup>ème</sup>), en particulier s'agissant de la facilité à embaucher et licencier (130<sup>ème</sup>) et de la mobilité du facteur travail (112<sup>ème</sup>).

Classement des économies les plus compétitives du monde (rang/140 pays)

1 Etats-Unis (=)	11 Finlande (+1)
2 Singapour (=)	12 Canada (-2)
3 Allemagne (=)	13 Taïwan (=)
4 Suisse (=)	14 Australie (+1)
5 Japon (+3)	15 Corée du sud (+2)
6 Pays-Bas (-1)	16 Norvège (-2)
7 Hong Kong (=)	17 France (+1)
8 Royaume-Uni (-2)	18 Nouvelle Zélande (-2)
9 Suède (=)	19 Luxembourg (+3)
10 Danemark (+1)	20 Israël (=)

Source : *The Global Competitiveness Report 2018*, WEF, octobre 2018

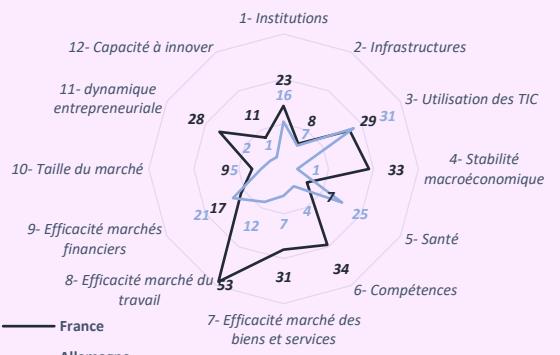
Evolution du classement de la France et de l'Allemagne (rang, méthodologie différente en 2018)



\* En 2018, le WEF a modifié sa méthodologie. En conservant l'ancienne, la France ne gagnerait en fait qu'un seul rang et l'Allemagne stagnerait au troisième rang

Sources : *The Global Competitiveness Report de 2007 à 2018*

Comparaison France-Allemagne sur les 12 piliers de l'indice (rang/140 pays pour chaque pilier)



Source : *The Global Competitiveness Report 2018*, WEF, octobre 2018

## L'image de la quinzaine... Le bras de fer entre Bruxelles et Rome s'intensifie... inéluctablement



Sources : capture d'écran Youtube, données Datainsight 24 octobre 2018

• C'était prévisible (Actu-Eco 337). **Le budget italien a été rejeté par la Commission européenne** qui donne trois semaines au gouvernement de Salvini et Di Maio pour présenter un budget « révisé ». **C'est la première fois** depuis que le Pacte de stabilité et de croissance a été renforcé en 2011 et 2013 que Bruxelles retoque ainsi un projet de budget.

• A Strasbourg le 23 octobre, Pierre Moscovici, Commissaire européen aux Affaires économiques, a indiqué que ce dérapage budgétaire n'est pas « un cas borderline mais bien une déviation claire, nette, assumée et, par certains, revendiquée ». A la suite de cette communication, l'eurodéputé Angelo Ciocca a rejoint la tribune de presse pour essuyer sa chaussure sur « la montagne de mensonges que Moscovici a écrite contre l'Italie ».

• Tandis que l'agence de notation **Moody's a récemment dégradé la note de la dette italienne** (désormais à un cran de la catégorie « junk », c'est-à-dire très risqué), **son taux à 10 ans continue d'augmenter, s'établissant au-dessus de 3,5%, de plus en plus proche du taux grec.**

## Focus sur... l'email fictif de Mario Draghi au Président de la Commission Jean-Claude Juncker

Cher Président, Cher ami,

Notre réunion de politique monétaire du 25 octobre dernier s'est tenue sans encombre et j'ai pu confirmer lors de notre conférence de presse que **la BCE mettra fin à sa politique de rachats d'actifs en décembre** prochain et qu'elle procèdera sans doute à sa **première hausse des taux d'intérêt à l'automne 2019**.

Comme tu le sais, **c'est le 31 octobre 2019 que mon mandat de gouverneur de la BCE prendra fin**. Et à un an de l'échéance, je commence à en **faire le bilan**. Si je devais résumer mon mandat en un seul mot, ce serait « **confiance** ».

**A mon arrivée à Francfort en novembre 2011, la crise des dettes souveraines menaçait l'euro** en asphyxiant les banques, car la valeur des obligations d'Etat dans leurs comptes s'effondrait. J'ai voulu envoyer un signal fort pour stopper cette spirale. Lors de la première réunion de politique monétaire que j'ai présidée, j'ai poussé pour que la BCE diminue ses taux d'intérêt (une première depuis avril 2009) même si le taux d'inflation était au-dessus de sa cible. Mais cela ne suffisait pas.

J'avais en tête comment Roosevelt a stoppé la déflation aux Etats-Unis avec son discours garantissant les prix agricoles. Pour moi, ce serait « **Whatever it takes** » : ce fameux 26 juillet 2012 à Londres, au pire de la crise, j'ai affirmé que « **la BCE préservera l'euro et ce quoi qu'il en coûte** ». **Par cette formule, je garantissais implicitement toutes les dettes publiques de la zone euro... et cela a suffi**. La crédibilité de la BCE a permis le retour de la confiance comme en atteste la baisse immédiate des taux des obligations souveraines.

Puis vint l'été 2014 et l'épisode de « *l'ogre de la déflation* » pour reprendre l'expression de Christine Lagarde, qui paradoxalement m'a bien aidé alors que la déflation est le cauchemar du banquier central. **En dépit de divergences au sein du Conseil des gouverneurs, la BCE a pu, dans le cadre de son mandat, conduire une politique de taux zéro et surtout lancer un gigantesque plan d'assouplissement monétaire pour soutenir l'activité** (janvier 2016).

Ces rachats massifs d'obligations souveraines ont littéralement asséché le marché, contraignant les investisseurs à réallouer leur portefeuille vers le financement de l'économie réelle. La dépréciation de l'euro a dynamisé la compétitivité de l'ensemble des entreprises de la zone euro. En définitive, **la BCE a permis le retour progressif de la confiance et donc de la croissance et de l'emploi en Europe, tout en œuvrant à sa propre crédibilité**.

**Les prévisions pour 2018 et 2019 sont bonnes : croissance de +2% puis +1,9% et inflation à +1,7%** (soit « proche mais inférieure à 2% » comme l'impose mon mandat). C'est donc avec le sentiment du devoir accompli que je prépare mon départ, même si je suis conscient que la zone euro peut encore être approfondie. Au-delà, je demeure un incorrigible optimiste quant à l'Europe et ses institutions et ce, *whatever it takes*.

Distinti saluti, Ciao, Mario.

### Les brèves...

-  INSEE - **Climat des affaires en octobre 2018** : légère dégradation, indicateur au-dessus de sa moyenne de long terme
-  IFO - **Climat des affaires en octobre 2018** : dégradation de l'indicateur général, incertitudes croissantes
-  BEA - **PIB au T3 (première estimation)** : croissance toujours soutenue (+3,5% en rythme annualisé) portée par la consommation

### Prévisions économiques

	France			Allemagne			Italie			Espagne			Royaume-Uni		
	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019	2017	2018	2019
Taux de croissance (%)	FMI (oct 18) Consensus (Oct 18)	2,3%	1,6% 1,6%	1,6% 1,6%	2,2%	1,9% 1,9%	1,9% 1,7%	1,5%	1,2% 1,1%	1,0% 1,0%	2,7% 2,7%	2,2% 2,2%	1,7%	1,4% 1,3%	1,5% 1,5%
Taux de chômage (% pop active)	FMI (oct 18)	9,4%	8,9% 8,5%	8,5% 3,8%	3,8%	3,5% 3,4%	3,4%	11,2%	10,8% 10,6%	10,6% 17,2%	15,6% 15,6%	14,7% 14,7%	4,4%	4,1% 4,1%	4,2% 4,2%
Solde public (% du PIB)	FMI (oct 18)	-2,6%	-2,7% -2,8%	-2,8% 1,3%	1,3%	1,5% 1,3%	1,3%	-2,3%	-1,7% -1,7%	-1,7% -3,1%	-2,7% -2,7%	-2,4% -2,4%	-1,9%	-2,0% -2,0%	-1,7% -1,7%
Dette publique (% du PIB)	FMI (oct 18)	97,0%	96,7% 96,5%	96,5% 63,9%	63,9%	59,7% 56,0%	56,0%	131,8%	130,2% 128,8%	128,8% 98,3%	97,1% 97,1%	95,8% 95,8%	87,5%	87,4% 87,4%	87,2% 87,2%

Direction des études économiques

Contacts : [abenhamou@medef.fr](mailto:abenhamou@medef.fr) / [oredoules@medef.fr](mailto:oredoules@medef.fr)

**Information juridique importante :** la direction des études économiques s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Les opinions exprimées sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position du MEDEF ou de ses membres.